

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

NOUVELLES POLITIQUES

NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.

SECONDE ANNÉE RÉPUBLICAINE.

Sextidi de la 2^e. Décade du Mois Brumaire.

Ère vulgaire.

MERCREDI 6 Novembre 1793.

Le Bureau des *Nouvelles Politiques*, &c. Feuille qui paroît tous les jours, est établi à Paris, rue St-Honoré, vis-à-vis l'ancien Hôtel de Noailles, n^o. 1499, près les Jacobins. Le prix de la souscription est de 42 liv. par an, de 21 liv. pour six mois, & de 12 liv. pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être adressées au citoyen FONTAILLE, Directeur de l'Abonnement, qui doit commencer le premier d'un mois, & on ne reçoit point de lettres non-affranchies.

S U I S S E.

Extrait d'une lettre particulière de Basle, du 18 octobre.

LA situation bizarre de tous les états de l'Europe me frappe, mon ami, sur-tout quand je songe qu'elle n'a qu'une cause unique, & que cette cause est due au changement nécessaire & sage que les François ont fait dans la forme de leur gouvernement.

Quoi! parce qu'une grande nation a déterminé d'échanger son esclavage contre la liberté, faut-il que toute l'Europe soit en mouvement? L'ascendant des despotes est donc encore bien puissant, puisqu'il a entraîné les peuples à se liquer contre la liberté, dont les François leur auroient présenté le tableau attrayant en si peu de tems, si le démon du despotisme n'avoit troublé d'un bout de l'Europe à l'autre, & dans le sein même de votre patrie, la composition de ce ouvrage sublime.

Vous me dites que votre gouvernement a pris des mesures salutaires pour établir solidement la paix intérieure. Je vous en félicite; car si vous êtes unis, il n'y a pas un moment à douter que, dans la lutte de votre union contre les intérêts opposés des puissances coalisées, la vérité & la liberté ne triomphent bientôt. J'ose vous assurer de plus que les vœux secrets de tous les peuples, & même ceux de quelques états armés de force dans la coalition anglo-germanique, sont pour vous & pour votre cause.

Le croirez-vous? Tous nos petits états d'Allemagne, que le cardinal de Richelieu avoit attachés à la France, en les protégeant alors contre l'ambition autrichienne, se rappellent avec complaisance ces tems-là; & sans le fatal traité de 1756, fait par un ministre françois de la même couleur, la république françoise auroit trouvé des alliés dans ces contrées.

Aujourd'hui il paroît constant que la maison d'Autriche, plus despotisée que jamais par ce malheureux traité de 1756, est chargée de déchaîner toutes les puissances terrestres de l'Allemagne contre votre liberté, tandis qu'elle a confié à l'Angleterre le soin de tyranniser toutes les puissances maritimes, pour les forcer d'en faire autant.

Mais les suites de ces deux grands despotismes commencent à alarmer toute l'Europe: elle ne conçoit plus qu'elles barbares elle aura à leur opposer en cas de succès; le roi de

Prusse, lui-même, ne digere pas que la cour de Vienne refuse de sanctionner son nouveau démembrement de la Pologne, & ce mécontentement personnel dégènera bientôt en une rupture ouverte.

Toute l'Italie est indignée de l'attentat commis contre la neutralité elle-même: Venise elle-même craint pour le mariage de son doge avec la mer adriatique. Naples prévoit ou doit prévoir que l'empire de la méditerranée ne peut demeurer long-tems à l'Angleterre; les autres états de l'Italie, où les Anglois regnent en despotes dans le moment actuel, sont dans les mêmes appréhensions, & l'Espagne doit craindre de succéder au rôle du Portugal dans le servage du cabinet britannique.

La honte & l'oppression sont donc la suite naturelle de l'association lâche de tant d'états aux projets ambitieux de Londres & de Vienne. Ces états en sont convaincus, & ferment des vœux stériles pour échapper à tant de calamités.

C'est à la France à les en affranchir. Sa modération, sa justice, son ardent amour pour la liberté générale, persuadent à tous les peuples que jamais elle ne partagera les affreux principes des despotes qu'elle combat.

J'entends, j'apprends de tous côtés les vœux qui échappent pour le succès de vos armes. Les rois coalisés qui comptoient qu'il leur suffiroit d'une ou de deux campagnes tout au plus pour détruire votre république, voient avec effroi que des millions de combattans couvrent chaque jour de nouveau vos frontières & les leurs; & je crois qu'ils vous abandonneront à la liberté s'ils ne craignent de se voir forcés par leurs propres sujets de la recevoir aussi chez eux. Ainsi, croyez-moi, consolidez-la chez vous cette liberté chérie, & l'affaire de la propager au-dehors n'exigera ensuite ni combats ni injustices politiques. Il me reste à vous donner quelques détails sur les dispositions du Nord à votre égard. Je vous les ferai passer dans ma première lettre.

FRANCE.

ARMÉE DU NORD.

Du 15 octobre.

Rapport inséré dans le *Courier du Bas-Rhin*, sur la situation actuelle des armées alliées.

Nous donnons ce rapport, afin de faire connoître les

perles extraordinaires que l'ennemi avoue avoir faites dans une campagne où il se flattoit d'obtenir des succès complets contre des troupes peu exercées à la guerre, mais dont l'énergie républicaine & la masse imposante commencent à frapper d'étonnement les cours, les généraux & les soldats coalisés ou armés pour attaquer notre liberté & notre constitution, qui seront bientôt l'objet des vœux de toute l'Europe.

« L'armée française, commandée par le général Jourdan, forte de plus de 70 mille combattans, qui s'avançoit pour secourir Manbeuge, ayant fait replier, le 13 & le 14, plusieurs postes retranchés & couverts d'abattis d'arbres, que les troupes autrichiennes occupoient dans la forêt de Mormal, déboucha sur plusieurs colonnes considérables par cette forêt & les haies d'Avesnes. Le 15 elle attaqua tous les avant-postes de l'armée autrichienne aux ordres du prince de Saxe-Cobourg, qu'elle parvint à repousser; & à la faveur d'une canonnade terrible, elle força même notre aile gauche à plier. Cette affaire, déjà très-sanglante, & où quantité de braves officiers de notre armée perdirent la vie, n'étoit cependant que le prélude du combat meurtrier qui eut lieu le lendemain 16, celui de toute la campagne actuelle qui, sans contredit, nous a coûté le plus de monde. Ce jour-là les Français s'avancèrent à la faveur d'un brouillard épais qui couvrait l'horizon, & dont ils profitèrent pour faire toutes leurs dispositions d'attaque. Aussi-tôt que ce brouillard fut dissipé, l'on aperçut l'ennemi rangé sur quatre lignes, dans le plus bel ordre de bataille, occupant un front immense, & menant avec lui une énorme artillerie selon sa coutume; mais ce qui étonna le plus, il étoit pourvu d'une cavalerie nombreuse & qui paroissoit en bon état, ce dont on croyoit qu'il manquoit absolument. L'armée française s'étant de plus en plus avancée, le feu de l'artillerie commença l'affaire, & il fit si effroyable de part & d'autre, que plusieurs anciens officiers qui ont fait la guerre de sept ans & celle des Turcs, conviennent qu'il n'en ont jamais entendu de pareil: celui de la mousquetterie fut aussi des plus terribles. Le centre & l'aile droite de l'armée autrichienne se soutinrent dans leurs positions, malgré tous les efforts de l'ennemi; il n'en fut pas de même de notre aile gauche, commandée par le général Terci, qui fut enfoncée, ce qui l'obligea, dans la crainte de se voir séparer du centre de l'armée ennemi & ensuite entourée, de repasser la Sambre pour se couvrir de cette rivière; & c'est ce que fit aussi tout le corps d'observation. Alors le général autrichien, comte de Colloredo, donna les ordres nécessaires pour faire lever le siège de Manbeuge, ce qui eut lieu dans le meilleur ordre possible la nuit du 16 au 17. Il est difficile de se former une idée de l'acharnement avec lequel on s'est battu de part & d'autre dans ces deux sanglantes journées. Nos troupes ont fait des prodiges de valeur: les Français combattoient aussi avec la plus grande intrépidité, & avec cet enthousiasme qu'inspire le fanatisme politique, ainsi que le fanatisme religieux. On les entendoit chanter leurs airs révolutionnaires, au milieu du carnage & de la mort qui les entouraient. L'infanterie a tout fait dans ces combats meurtriers, la cavalerie n'ayant, pour ainsi dire, pu se montrer, à cause de la nature du terrain qui ne le permettoit pas. Suivant tous les rapports qui nous sont parvenus, notre perte dans les affaires des 14, 15 & 16, peut se monter à environ quatre mille hommes tués ou blessés. Malgré tout le désavantage que l'armée autrichienne a essuyé dans ces combats, & malgré sa retraite, on assure qu'elle a cependant encore pris aux Français plusieurs pièces de canon & plusieurs caissons. C'est en vain qu'on voudroit se le dissimuler; mais la levée du siège de Dunkerque & de Manbeuge, événemens malheureux qui se sont succédés de si

près, sont des avantages incalculables, pour un ennemi qui s'aguerit de plus en plus, & à qui ses succès inspirent de plus en plus une confiance qu'il commençoit à perdre. D'ailleurs cette campagne qui promettoit d'être décisive tire à sa fin, & les armées alliées sont trop affaiblies par leurs pertes soit dans les combats, soit par maladie, & la saison est trop avancée, pour que l'on puisse rien entreprendre de conséquent avant la campagne prochaine.

Les Français continuent à faire des incursions dans la province de Luxembourg, où ils ont encore pillé dernièrement plusieurs villages, dont ils ont emporté une grande partie des bestiaux. L'on mande des environs de Saint-Hubert, que l'ennemi fait des rassemblemens considérables de ce côté-là, & que l'on s'y attend d'un moment à l'autre à quelque entre-prise de sa part, pour tâcher de pénétrer sur cette partie de notre frontière, afin d'opérer une diversion.

Tous les couvens & les hôpitaux de Mons sont remplis de blessés que l'on y a conduits après les affaires des 15 & 16. Depuis trois jours l'on en a amené au-delà de douze cents en cette ville ».

ARMÉE DU RHIN.

Extrait du rapport fait par le général de brigade Sautter, citoyen général en chef, sur l'affaire qui a eu lieu le 23 & 24, proche Saverne.

Au quartier-général à Schilligheim, près Strasbourg, le 7^e jour du second mois.

J'ai été attaqué avant-hier & hier par l'ennemi, dès le bon matin; nous nous sommes battus jusqu'à 6 heures du soir.

L'ennemi avoit une nombreuse & grosse artillerie, & n'ayant le premier jour que des pièces de quatre à lui opposer, il réussit à me débiter un poste, & a gagné un peu de terrain, mais les pièces de huit & l'artillerie volante que vous m'avez envoyée, jointe à un renfort que m'a envoyé le général Perino, le les ai chargés vigoureusement hier; mon infanterie a fait des merveilles, elle a soutenu le choc de la nombreuse cavalerie sans reculer d'un pas, & lui a tué du monde.

Je l'ai fait charger à son tour; l'infanterie ennemie qui avoit une superbe position, soutenue par des grosses pièces de canon, elle ne l'a pas moins enfoncée, & forcée à fuir; nous aurions pris leurs canons, si la nuit n'étoit survenue.

D'après tous les rapports, & ce que j'ai vu moi-même en porter de leurs morts, je juge que nous leur avons tué au moins 500 hommes; ils en ont laissé une centaine que nous ne leur avons pas donné le tems d'emporter, & que j'ai fait enterrer aujourd'hui.

J'ai eu une douzaine d'hommes tués, tant officiers que soldats, & 100 blessés; mais peu le sont dangereusement.

Signé Sautter.

Pour copie conforme, l'adjudant-général Dencourt.

ARMÉE DE L'OUEST.

Voici l'adresse des députés du département de la Mayenne à leurs concitoyens, que nous avons annoncée dans notre numéro d'hier.

FRÈRES ET AMIS,

Une horde de brigands, vomie par le fanatisme, infestent notre sol & cherche à y établir son repaire. Vous ne souffrirez pas, braves républicains; vous allez vous lever en masse, & déployer tous les moyens qui sont en votre pouvoir pour les exterminer; la liberté, l'égalité outragées, vous

font un devoir, la nature outragée vous en fait un de-
Que veulent ces monstres? vous remettre dans les fers,
l'ancien régime & avec lui les corvées, les dîmes,
la taille, la gabelle, les aides, la chasse exclusive, la banna-
toutes les exactions féodales, la chicane dévorante; en
mot, toute cette foule d'abus dont nous avons eu tant
de peine à nous débarrasser.

Qui conduit leurs pas, des nobles insolens & orgueilleux,
des prêtres fourbes & avides, qui regrettent leurs prérogatives
insultantes & leurs scandaleuses richesses. Oui, citoyens,
ne vous y trompez pas, c'est pour cela que leurs bras sont
armés; c'est pour cela que, de concert avec les satellites des
tyrans au dehors, ils égarent vos femmes & vos enfans,
vos parens & vos amis; c'est pour cela qu'ils portent par-
tout la flamme & le fer, qu'ils dévalent & pillent vos pro-
prietés.

Ils se decorent du nom d'armée chrétienne, les scélérats!
c'est au nom du ciel qu'ils se disent agir. Non, non, le ciel
ne dirige point leur marche atroce & sanguinaire, il abhorre
leurs forfaits; l'Etre des êtres, le Dieu juste & bon, ne
peut servir aux crimes, aux brigandages dont ils se souillent.
Citoyens, il est une vérité bien constante, qu'il est bon de
vous rappeler. Dans tous les tems le trône & l'autel se sont
donnés la main pour opprimer la terre; ne soyons plus da-
vantage leurs esclaves & leurs dupes; soyons égaux en dépit
d'eux, soyons libres....

De l'énergie, du courage; conservons, au péril même de
notre vie, ces biens précieux que nous avons conquis. Gardez-
vous de plier; un ramas de vils brigands n'est pas fait pour
vous intimider. Aux armes, braves camarades, aux armes!
serrez-vous, tenez ferme, & bientôt ils seront confondus.
Oui, il faut que Laval leur serve de tombeau; il faut que
pas un n'en échappe, vous le pouvez. Quelle gloire pour
vous d'avoir porté les derniers coups au fanatisme & à la
royauté! Quel deshonneur, au contraire, de voir notre pays
comparé à l'infâme Vendée, l'horreur de la France & l'exé-
cration de la postérité. Ah! freres & ami, plutôt mille fois
la mort qu'une telle ignominie. Non, non, vous combattrez
avec courage & vous vaincrez en héros: puissions-nous être
à vos côtés! Mais notre post est à la convention, c'est là
que nous suivons, avec tout l'intérêt que notre position com-
mune inspire, tous vos mouvemens.

C'est là que nous comptons avec impatience les jours, les
heures, en attendant la glorieuse & satisfaisante nouvelle
que c'est vous qui avez enfin réalisé la destruction de la
Vendée.
Signés Biffi, Groffe, Duroche.

De Paris, le 16 brumaire.

La correspondance des Jacobins nous informe que la con-
juration fédéraliste, qui s'étoit glissée dans divers départe-
mens du Midi, commence à s'éteindre de toutes parts, grâces
aux grandes mesures adoptées par le comité de salut public
de la convention, & dont l'exécution est surveillée par les
représentans du peuple, députés dans ces contrées.

Les citoyens Fabre & Galton, représentans du peuple près
l'armée des Pyrénées orientales, ne se font pas contenter de
faire germer les bons principes par leurs discours; ils ont
donné l'exemple du patriotisme & du courage républicain, en
se mettant eux-mêmes à la tête de nos braves défenseurs.

Marseille n'est plus qu'un vaste arsenal où, dans toutes
les places publiques, le fer des balcons & des grilles se trans-
forme en fusils & autres armes pour repousser nos en-
nemis.

À Bordeaux, on a trouvé dans le château Trompette &c

dans les recherches faites dans les maisons, plus de 25 mille
fusils qui vont armer nos braves freres d'armes.

Dans les départemens de l'intérieur, tout se régénere: les
sociétés populaires se multiplient; elles demandent toutes leur
affiliation à la société-mère; mais, comme il s'y trouve quel-
ques patriotes très-récens, il a été arrêté que ces demandes
seront soumises à un examen épuratoire.

Toutes les mesures qui tendent à épurer l'esprit public,
doivent être approuvées par les vrais patriotes; & les enne-
mis, tant du dehors que du dedans, doivent être enfin con-
vaincus que la nation françoise, inébranlable dans ses prin-
cipes d'égalité & de liberté, ne craint plus ni leurs manœuvres
ni leurs complots pour les renverser ou pour en retarder l'ac-
complissement.

Philippe, ci-devant d'Orléans, a subi un interrogatoire se-
cret: le tribunal révolutionnaire doit commencer aujourd'hui
l'instruction de son procès.

Le tribunal révolutionnaire a condamné à mort Adam Lux,
cultivateur & docteur en philosophie, âgé d'environ 28 ans,
comme convaincu d'avoir publié des écrits provoquant la dis-
solution de la représentation nationale.

COMMUNE DE PARIS.

Séance du 14 brumaire.

La commission centrale de bienfaisance vient exposer au
conseil qu'elle doit faire une pétition à la convention natio-
nale, par laquelle, en rappelant que la loterie nationale
fait par an un profit de neuf millions, elle propose d'appli-
quer au soulagement des pauvres une somme de 100 mille
livres par mois, prise sur cette même loterie; elle croit
devoir ainsi employer une partie de l'usufruit d'un établisse-
ment qui ne devrait point exister; mais qu'on est obligé
de tolérer. Le procureur de la commune, toujours philan-
thrope & ami des pauvres, desireroit que ces secours fussent
pris sur les sols additionnels: il croit ne devoir pas faire
profiter les sans-culottes des avantages d'un établissement
dont ils doivent desirer la destruction; il requiert en consé-
quence que, pour suppléer à ces secours, il sera présenté,
le 20 brumaire, une pétition à la convention nationale,
tendant à puiser dans les sols additionnels pour le soulage-
ment des pauvres; mais il demande en outre, comme me-
sure urgente, & le conseil arrête, 1°. que tous les objets
d'or & d'argent, qui se trouvent dans tous les établissemens
publics, maisons de culte & autres de la commune de Paris,
seront portés à la monnoie; 2°. qu'il sera demandé à la con-
vention nationale, conjointement à la commission de bien-
faisance, une somme de 100 mille liv. par mois pour sub-
venir à l'entretien, la nourriture & le travail des citoyens
indigens, laquelle somme sera remboursée par les assignats
provenans de l'échange qui sera fait à la monnoie contre
lesdits effets d'or & d'argent; 3°. le présent arrêté sera envoyé
aux comités révolutionnaires des sections, lesquels, avec le
secrétaire-général de leur section, dresseront l'état desdits
effets d'or & d'argent qui se trouvent dans les différens éta-
blissemens publics de leur arrondissement, & les feront trans-
porter à la monnoie; 3°. les comités révolutionnaires dépo-
seront à la commune les états qu'ils auront dressés.

Le conseil convoque le corps municipal extraordinairement
le 18 brumaire, pour s'occuper définitivement des objets
relatifs aux subsistances, & principalement sur la taxation
du prix des denrées qui n'ont point été fixées, & qu'on doit
l'être, selon la loi, d'un tiers au-dessus du prix de l'année
1790. Le conseil arrête le principe, & renvoie

tration des subsistances, pour faire un rapport très-prochain sur cet objet, & arrête en outre que l'arrêté concernant les commissaires à établir dans les chantiers & sur les ports pour le mesurage du bois, & celui sur les dégustateurs, seront pareillement soumis à un rapport très-prochain du corps municipal.

La section de Mutius Scevola vient présenter au conseil un règlement tendant, 1°. à ne faire ouvrir les marchés qu'à six heures en hiver, & à cinq en été; 2°. à ce que les marchands ne puissent acheter qu'à neuf heures du matin; & que les premières heures du marché soient spécialement réservées pour les consommateurs, afin d'éviter les accaparemens qui pourroient se faire par les marchands. Le conseil arrête le principe de ce règlement, & renvoie aux administrations de police & de subsistances réunis, pour en faire rapport sous trois jours.

CONVENTION NATIONALE.

(Présidence du citoyen Moysè Bayle).

Séance du 15 brumaire.

Un général de brigade écrit de Chalans, rive gauche de la Loire, en date du 10, qu'il n'y a plus dans ce pays aucun rassemblement de rebelles; ils sont tous en fuite ou se cachent pour éviter le châtimeut de leurs crimes; on en arrête cependant chaque jour un bon nombre. Ce général envoie une croix & un calice d'argent, trouvés dans le bosquet d'un château.

La société populaire de Château-Lin, département du Finistère, annonce que ce département s'est levé à la voix des représentans du peuple, pour écraser les rebelles fugitifs: elle demande que la commune de Château-Lin s'appelle dorénavant *Ville-sur-Onne*. Décreté.

Plusieurs ministres du culte catholique envoient leurs lettres de préterites, auxquelles ils présentent des cartes civiques. — Ces lettres serviront à faire un auto-da-fé patriotique.

Lequinio & Laignot, représentans du peuple à Rochefort, écrivent que les royalistes de la Vendée avoient établi une commission qui portoit le nom de *conseil supérieur*, & qui, entr'autres fonctions, étoit chargée de celle d'apposer des signes de royalisme sur les assignats républicains, afin de leur donner cours parmi les catholiques royaux: ils envoient un assignat de 10 liv. ainsi endossé: *Au nom du roi, bon pour 10 livres, d'après le règlement du... août, n°. . . . signés Thomas & Baré, secrétaires des dépêches*. Les représentans ont pris un arrêté portant défenses de donner ou recevoir des assignats ainsi souillés, à peine d'être poursuivis comme complices de fausse fabrication. — L'assemblée approuve cet arrêté, & le convertit en loi générale.

Une femme veuve, mere de trois enfans, condamnée à mort par le tribunal révolutionnaire, écrit pour demander un sursis; elle assure qu'elle n'avoit aucune connoissance des papiers contre-révolutionnaires qui ont été trouvés sur elle, & qu'aucun témoin n'a déposé à sa charge. — On passe à l'ordre du jour.

Sur la motion de Lecointre de Versailles, l'on décrète en principe qu'il y aura une maison de bienfaisance pour les enfans en bas âge dont les parens seroient morts sur l'échafaud.

Une société populaire du département du Lot dénonce le représentant Taillefer.

La commune de Boulogne, près Paris, demande des subsistances.

Le ministre de l'intérieur est chargé de faire connoître sous trois jours, l'état général des recensemens qui ont été envoyés par les départemens; les membres des administrations qui, d'ici à quinzaine, n'auroient pas envoyé à leurs ministres leurs états particuliers, seront mis en état d'arrestation.

Chénier présente un rapport sur l'instruction publique. Cet ouvrage sera imprimé. Sur la proposition du rapporteur, la convention décrète qu'il sera érigé sur une place publique une statue à J. J. Rousseau.

Le général Cartaux annonce dans une dépêche, que les scélérats de Toulon n'échapperont pas à la vengeance nationale, & que toutes les mesures sont prises pour anéantir cette ville rebelle. Il se plaint de ce qu'on le déplace pour donner le commandement de l'armée des Alpes. Cependant dans un *post-scriptum*, il s'exprime ainsi: « Je reçois à l'instant tant l'ordre de partir pour l'armée des Alpes; le premier devoir d'un républicain est d'obéir, je pars ».

Barrère donne lecture de plusieurs lettres des représentans près l'armée de l'Ouest. Les brigands ont évacué Laval & Mayenne, pour se porter vers Domfront, où l'on présume qu'ils se trouvent actuellement: leur nombre peut être de 20 à 30 mille hommes. La déroute de Laval a été l'effet d'une terreur panique, car les rebelles n'étoient qu'environ 6 mille à cette action; le surplus étoit resté à Laval, faute d'approvisionnement.

Une lettre d'Angers, du 12 brumaire, porte que ces brigands ont délibéré pour favoriser quelle route ils prendroient; les uns ont été d'avis d'aller vers Rennes, les autres de se diriger vers Alençon, pour prendre la route de Paris; & ce dernier avis entroit dans le projet d'*Autichamp*. Quoiqu'il en soit, ces mouvemens, qui sont l'effet du désespoir, & qui caractérisent l'impuissance de trouver de nouveaux repaires, n'ont rien qui doive alarmer: les départemens de l'Ille & Vilaine, des Côtes-du-Nord, de la Manche, du Morbihan & de la Sarthe, sont dans les meilleures dispositions: le représentant Letourneur écrit, en date du 13, que les citoyens de l'Orne volent au secours d'Alençon. Le citoyen Liadet, qui a visité les départemens de cette partie de la république, & qui est revenu hier, a dit au comité que les citoyens de la Sarthe sont debout, & marchent, au nombre de 25 mille hommes, conduits par le seul instinct de la liberté, & munis de provisions pour plusieurs jours. Les brigands ont craint ce mouvement de la Sarthe; ils ont-ils brisé les chemins qui conduisent à Laval; ils marchent vers Domfront. Vitry est bien défendu, nous y avons des forces; d'ailleurs il reçoit des secours de Rennes. Fougères est aussi en bon état. Les forces qui sortent des départemens des Côtes-du-Nord, de la Manche & de l'Orne sont composées, en grande partie, d'anciennes troupes qui ont vu le feu. Merlin & Chaudieu reviennent d'Angers, & donnent des renseignemens ultérieurs. Des couriers sont partis ce matin avec des ordres relatifs à ces circonstances.

Pay. de l'hôtel-de-ville de Paris, six premiers mois 1794
Lettre N.